

INTRODUCTION

Après la chute du Mur de Berlin, en 1989, j'ai cru à la mort des idéologies et à l'apparition d'un consensus apolitique où droite et gauche se rejoindraient en une sorte de capitalisme plus ou moins adouci par l'État socialisant. Il n'en a rien été et le capitalisme règne aujourd'hui sans opposition sérieuse. La politique est soumise au monde de la finance, les partis et les syndicats sont réduits à l'impuissance, les riches deviennent sans cesse plus riches et les pauvres sans cesse plus nombreux. Selon l'étude d'une ONG, Oxfam (Le Monde, 18 janvier 2016), les 62 personnes les plus riches au monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. C'était en 2016 mais il paraît qu'il suffit maintenant de 26 personnes. De toute manière, l'équation $26 \text{ ou } 62 = 3\,500\,000\,000$ n'a aucun sens. Les gens s'en indignent, et ils ont raison. Ils rendent les politiciens responsables de cet état de chose, et là encore ils ont raison mais que font les politiciens ? Ils appliquent les remèdes inefficaces traditionnels, un impôt en moins, une taxe en plus, une réduction des dépenses d'un côté, une augmentation des investissements de l'autre, en d'autres termes, ils essaient de combattre les symptômes du mal au lieu de s'attaquer à la maladie elle-même, qui a pour nom "capitalisme".

Il y a près d'un siècle et demi, Karl Marx a bien proposé un remède pour éradiquer cette maladie, mais les remèdes collectivistes se sont tous révélés avoir des effets secondaires effroyables. Privés

de la voie du collectivisme pour lutter contre le mal capitaliste, les politiciens et les intellectuels de tout poil se tournent vers les soins palliatifs et tentent de donner au capitalisme un visage humain. Comme pour un cancer en phase terminale, ils essayent d'adoucir les douleurs du patient pour lui permettre de mourir dans la dignité, mais le patient se débat et menace de se débarrasser de tous ces charlatans dans une convulsion mondiale, encore aggravée par la guerre de religion en cours.

Il existe cependant une autre voie thérapeutique, celle de la coopérative de producteurs, mais elle ne convient qu'à de petites structures. Il faut trouver un adjuvant qui booste ce remède pour qu'il éradique enfin le mal capitaliste. Les maîtres à penser habituels prennent leur temps pour découvrir le bon traitement et, puisque personne ne s'y colle, je propose ici ma solution.

*

Dans ce petit ouvrage, je parlerai d'abord du travail. Je dirai ce qui ne va pas dans les deux systèmes qui ont donné naissance à la situation actuelle, le capitalisme et le collectivisme, et je présenterai ma solution : la coopérative de production développée pour qu'elle puisse s'appliquer à toutes les entreprises, même les plus grandes.

Je parlerai ensuite de la manière dont cette nouvelle approche pourrait être financée, car tout s'achète et il faut bien que quelqu'un paye. Je proposerai une refonte totale de l'impôt qui devra assurer que, pour une fois, chacun paye selon ses moyens. L'impôt remis à neuf permettra de lancer le système coopératif et de lui donner une chance de faire ses preuves.

Les sommes nécessaires sont énormes et, le jour où le système aura été largement accepté, il faudra lui adjoindre une seconde source de revenus, qui ne pourra venir que d'une réforme de l'héritage.

Le financement des coopératives de production par l'impôt risquant de renforcer encore les pouvoirs de nos dirigeants, ces derniers seront

rendus réellement responsables devant les personnes qui les élisent, grâce à une refonte totale du système de gouvernement.

Enfin, il ne suffit pas de permettre à tout individu de posséder ses outils de travail, encore faut-il qu'il soit capable de les utiliser. Je terminerai donc en fixant comme but à l'Éducation nationale, non seulement de former des élites, mais surtout de donner à chacun l'occasion d'aller jusqu'au bout de ses limites personnelles.

supérieur après tant d'années, s'ils ne sont pas contents et veulent partir, qui s'en plaindrait ? Je sais qu'à l'heure actuelle, les fonctionnaires sont moins bien payés que dans le privé et qu'on leur fait avaler cette pilule en leur assurant la sécurité de l'emploi. Pourquoi ne pas les traiter comme tout le monde en les payant correctement quitte à exiger d'eux qu'ils fassent bien leur travail ?

Mais revenons à nos coopératives.

Jusqu'à présent, nous avons étudié le cas de personnes qui veulent rejoindre une coopérative existante, mais d'où viennent ces coopératives ? Comme peut-on créer une coopérative de production ?

La création d'une coopérative de production

Qui peut créer une coopérative de production ? La réponse directe est simple : n'importe qui ! En fait, la création d'une coopérative de production peut se faire d'une manière très semblable à celle d'une société capitaliste traditionnelle. Quelqu'un, l'entrepreneur, a une idée. Il cherche les personnes nécessaires à sa mise en œuvre en sélectionnant ses futurs associés selon les critères habituels : diplômes, expérience, qualités personnelles, etc. La nouvelle coopérative est alors prête à démarrer.

— Vraiment ? Et où trouve-t-elle les fonds nécessaires ?

Puisque nous nous sommes débarrassés du capitalisme et que les futurs associés disposent rarement des fonds dont ils ont besoin, ce financement ne peut venir que de la communauté. Je reviendrai sur cette question dans les chapitres suivants mais je précise ici que les capitaux seront fournis aux entrepreneurs par une Caisse des travailleurs alimentée par l'impôt. Cette Caisse des travailleurs fournira à intérêt nul aux futurs coopérateurs l'argent dont ils

auront besoin. Ils rembourseront ce prêt à l'aide des profits qu'ils dérivent de leur activité.

— J'émetts un doute sur la notion de prêt à taux zéro puisque dès lors où l'on prête de l'argent il y a toujours une inflation. Du coup la valeur nominative n'est pas la même quand on emprunte et quand on rembourse. Si vous empruntez 10 000 euros aujourd'hui pour créer une coopérative et si vous les remboursez sur 10 ans, au bout de 10 ans, vos 10 000 euros ne valent plus ce qu'ils valaient 10 ans auparavant et vous n'aurez plus les fonds nécessaires pour financer une coopérative identique.

Je ne suis pas économiste mais il me semble que les économistes professionnels ne s'accordent pas tous sur le moteur de l'inflation. Je ne sais pas lequel d'entre eux à raison mais je vois que parmi les causes avancées par tel ou tel, certaines disparaîtraient avec le travaillisme. Par exemple, l'augmentation de la masse monétaire en circulation disparaîtrait avec l'impôt de répartition que je préconise. L'augmentation des salaires plus rapide que la productivité disparaîtrait si les salaires étaient définis par les critères objectifs que je propose. Des causes telles que l'augmentation de la demande d'un produit par rapport à l'offre peuvent être prévues et combattues à temps par un gouverneur élu sur un programme digne de ce nom, par exemple par la création de nouvelles coopératives en nombre suffisant. Le gouverneur doit également prévoir les phénomènes de spirale inflationniste et briser les cercles vicieux responsables. Enfin, la disparition des banques capitalistes devrait permettre d'éradiquer les paniques monétaires.

Il existe sans doute d'autres causes inflationnistes que nul système ne peut faire disparaître, telle que la disparition progressive de matières premières indispensables par exemple. Si donc le phénomène de l'inflation persiste dans un monde travailliste, le produit de l'impôt augmentera lui aussi. Pour reprendre votre exemple, si, pour financer la même coopérative que celle que vous avez montée dix ans plus tôt il faut maintenant 11 000 euros, les gens

auront gagné davantage puisqu'il y a eu l'inflation et l'impôt sur leur revenu aura augmenté lui aussi. La Caisse des travailleurs disposera donc des fonds nécessaires.

– C'est donc cette caisse qui décidera à qui donner l'argent.

Non, ce sera le pouvoir exécutif aux différents niveaux. La Caisse des travailleurs ne sera là que pour recevoir et transmettre l'argent selon les ordres qu'elle reçoit de l'exécutif.

– Donc, le gouvernement dirige toute l'économie. C'est la Russie soviétique ton truc.

À première vue, oui, mais qu'est-ce que le gouvernement ? Dans le monde actuel, c'est l'oligarchie que constituent les différents partis politiques qui détient un pouvoir pratiquement illimité. Le travaillisme, lui, ne peut s'établir que si le pouvoir revient réellement aux citoyens. Nous verrons plus bas comment y parvenir mais il faut déjà bien comprendre que, dans un cadre travailliste, le gouvernement c'est nous, les citoyens, et qu'il est donc normal que ce gouvernement des citoyens décide de l'attribution des fonds de la Caisse des travailleurs. Une autre différence avec la Russie soviétique est que l'action des pouvoirs exécutifs locaux est confinée au financement de telle ou telle coopérative et qu'elle ne s'étend pas à la gestion de ces entreprises, gestion qui reste entièrement aux mains des coopérateurs.

– Quand même, avec votre système, il n'y a pas de liberté complète pour créer sa propre entreprise puisqu'on sera soumis au choix de la personne qui redistribue les financements.

Dans le monde actuel, si vous voulez créer une entreprise, vous êtes soumis aux décisions de la banque qui ne vous prêtera de l'argent que si elle pense que votre projet est viable. Avec mon système, quelqu'un qui veut créer une coopérative va s'adresser à la Caisse des travailleurs et présenter son projet, exactement de la même manière qu'avec la banque. Pour être sûr que la Caisse locale fonctionne honnêtement, il faut s'assurer que les décideurs au sein de cette Caisse soient surveillés par des élus et que ces élus

représentent vraiment l'opinion des habitants. Si les habitants de l'endroit où vous voulez créer votre coopérative ne sont pas d'accord avec votre projet, il vous faudra les convaincre de son bien-fondé, mais c'est une autre question. En tout cas, il ne s'agira plus de la décision d'un banquier anonyme mais du choix de personnes qui pourraient subir les conséquences directes de l'activité que vous voulez créer à leur porte, ce qui veut dire que non, la liberté complète n'existe pas plus dans mon système que dans les autres.

Un cas particulier de création de coopératives concerne la transformation des entreprises capitalistes. Chaque fois qu'une entreprise capitaliste décidera de fermer une de ses succursales et de mettre ses employés à la rue, ces derniers, s'ils le souhaitent, auront la possibilité de reprendre l'entreprise à leur compte sous la forme d'une nouvelle coopérative, soit en continuant de fabriquer le même produit ou le même type de produit (et tant pis pour l'entreprise capitaliste qui les a abandonnés si cela aggrave la concurrence), soit en transformant l'usine pour produire autre chose. Cela s'applique à la délocalisation d'une entreprise capitaliste : les installations abandonnées seront rendues aux anciens salariés qui deviendront coopérateurs par la même occasion. Trop souvent, les entreprises délocalisées en raison d'un soi-disant désavantage lié au niveau des salaires seraient tout à fait viables si elles n'avaient plus à payer des dividendes aux actionnaires. Tant que la nouvelle coopérative rapportera suffisamment pour payer le salaire de ses travailleurs, je pense que ces derniers seront contents de préserver leur moyen d'existence.

Cette transformation des entreprises capitalistes en coopératives devra commencer par les journaux, les chaînes de télévision et autres médias qui devront être rendus au plus tôt aux journalistes qui y travaillent. Il n'est pas acceptable en effet que ces organes, qui jouent encore un rôle important dans la formation de l'opinion publique, soient dans leur immense majorité la propriété de capitalistes qui les utilisent pour promouvoir leurs intérêts et ceux de leur classe. Il n'est pas ici question d'interdire aux capitalistes de

Le calcul de l'impôt

L'évaluation des revenus

Il est techniquement faisable de mettre en place un système de suivi automatique des entrées d'énergie et de matières premières dans une entreprise ainsi que des sorties de biens manufacturés et de vérifier ces données à partir des opérations rapportées par les entreprises en amont et en aval. Ceci permettra de connaître le montant exact des profits réalisés par chaque entreprise qui devra ensuite indiquer aux services fiscaux le nom des personnes à qui ont été distribués les excédents.

Les services posent un problème plus épineux puisqu'ils consistent en la création d'un bien à partir de rien et non en la transformation d'un bien existant comme dans le cas d'une usine. On ne peut pas contrôler les activités d'un traducteur en comptant le nombre de cartouches d'encre qu'il achète. Le contrôle dans ce cas n'est possible qu'en aval puisque les activités de service représentent le plus souvent des frais généraux déduits de leurs revenus par les entreprises clientes. La traduction de la notice d'emploi d'un médicament est rapportée sous forme de frais généraux par la compagnie pharmaceutique et le traducteur ne peut plus cacher au fisc les honoraires reçus pour ce travail.

Il ne reste que les petits travaux entre particuliers ou entre particuliers et petits artisans, mais c'est déjà le domaine privilégié du travail au noir et l'introduction d'un nouveau système ne risque pas d'aggraver beaucoup la situation existante. Au contraire, on peut espérer que l'établissement d'un impôt juste, simple et transparent décide certaines personnes à refuser de se prêter à la fraude, surtout si on leur explique bien que c'est à elles-mêmes qu'elles porteraient préjudice.

— Là, tu rêves ! Suppose que je sois un plombier et que je fasse une réparation de 100 euros dans ta maison. Je te propose un marché : soit tu me payes 100 € par chèque, je déclare 100 € de revenu et je paye 40 € d'impôts là-dessus, soit tu me paies 80 € cash, je ne dis rien au fisc et on gagne chacun 20 €. Bien sûr, mathématiquement tes impôts vont augmenter mais de façon infinitésimale.

C'est effectivement un problème et la seule solution qui me vienne à l'esprit c'est d'avoir quelques inspecteurs des impôts jouant aux propriétaires pour piéger les artisans indéliçats. De toute façon, que représente ce genre d'activités dans l'économie nationale d'un pays comme la France ? Pas grand-chose et un système sain peut bien s'accommoder de quelques parasites.

Une solution encore plus radicale serait de supprimer l'argent cash ce qui obligerait tout le monde à utiliser uniquement des cartes bancaires. Les transactions seraient traçables et la fraude impossible. Je parle bien sûr de cartes bancaires gratuites et de transactions enregistrées gratuitement elles aussi.

— Et les transactions financières ? Que penses-tu de la taxe Tobin et autres taxes de ce genre ?

Dans une économie purement travailliste, il n'existe plus de transactions financières et les taxes afférentes perdent donc leur raison d'être. Dans un environnement mixte capitaliste travailliste, pendant une période de transition par exemple, les profits tirés des transactions financières devront être déclarés au fisc par les personnes qui les reçoivent. Les revenus de ce genre seront regroupés avec les autres revenus éventuels et taxés de la même manière et au même taux.

Les taxes sur l'essence doivent être supprimées. L'augmentation artificielle du prix de l'essence qu'elles introduisent est supposée dissuader les gens de prendre leur voiture, ce qui serait une bonne chose. L'ennui, c'est que souvent les gens n'ont pas le choix s'ils ne disposent pas de moyens de transport public pratiques. Plutôt

qu'une taxe sur l'essence, il faut développer les transports publics jusqu'à ce qu'ils deviennent partout une réelle alternative à l'usage des véhicules personnels, en d'autres termes, encourager plutôt que punir. D'une manière générale, ce raisonnement doit s'appliquer chaque fois qu'il est question de récompenser un bon comportement et d'éviter les mauvais. Par exemple, à la place d'une écotaxe frappant les camionneurs et coûtant des milliards d'euros à mettre en œuvre, il serait préférable de développer le ferroutage jusqu'à rendre le coût tonne/kilomètre inférieur à celui du transport routier.

— Et les taxes sur l'alcool ou les cigarettes ? Si tu fumes, tu auras un cancer du poumon et, avec ton idée d'assurance maladie universelle, la société devra payer les frais de ton traitement.

Tu sais, on meurt tous de quelque chose ! Je me demande si le tabagisme est réellement plus coûteux que les autres causes de mortalité. Pense aux centaines non-fumeurs qui vont passer des dizaines d'années dans une maison de retraite !

Les abattements

Lorsque je parle de profit dans les paragraphes qui précèdent, il est évident qu'il s'agit des excédents réels des entreprises, après déduction des salaires, des frais généraux et des dépenses d'investissement qui préparent l'entreprise à affronter l'avenir. Ces excédents sont distribués à des personnes physiques qui payent un impôt sur leurs revenus.

Cependant, dans le système actuel, le revenu des personnes physiques est modulé par un certain nombre d'abattements qui doivent être examinés d'un peu plus près.

Les réductions utilisées pour le calcul de l'impôt sur le revenu comprennent un abattement automatique auquel s'ajoutent des abattements modulés selon chaque cas en fonction du nombre de personnes à charge (enfants, personnes âgées, pension alimentaire), des sommes versées à des organismes déclarés d'intérêt public, des intérêts payés pour l'achat de l'habitation principale et diverses

dépenses, du revenu investi en actions, de l'emploi d'un salarié à domicile, des primes d'assurance vie, de l'investissement locatif, des frais liés à la constitution de sociétés nouvelles, des pertes en capital, etc. ; pour plus de détails, voyez le formulaire de votre déclaration de revenus. Les réductions d'impôt, leur définition et leur calcul varient d'un pays à l'autre mais on les retrouve partout et elles aboutissent toujours à ajouter quelques tuyaux à l'usine à gaz que représente le mécanisme d'imposition dans tous les pays.

Il est très simple de se débarrasser de toutes ces complications. L'abattement automatique n'a aucun sens. Il suffit de recalculer le barème de l'impôt à partir du revenu réel. Cet abattement ne sert qu'à faire plaisir au contribuable, en lui faisant croire qu'il ne paye rien sur une partie de son revenu. C'est faux, l'impôt est tout simplement reporté sur ce qui reste après abattement.

Les dépenses pour les personnes à charge sont compensées par l'allocation de revenu minimum dont je parlerai plus bas : il n'est donc plus nécessaire de trafiquer l'impôt pour en tenir compte.

En ce qui concerne les dons à des organisations caritatives, un saint dont j'ai oublié le nom a dit qu'il faut donner jusqu'à ce que ça fasse mal. Il n'a jamais dit qu'il fallait donner pour faire diminuer ses impôts. Je respecte l'idée du don sans contrepartie, mais le travaillisme abolira le chômage et la pauvreté, assurera la couverture médicale universelle, financera la totalité de la recherche et donnera une éducation complète à chaque enfant, le tout rendant inutiles la plupart des organisations caritatives. Si vous voulez donner votre argent, bravo, allez-y, mais cela ne vous empêchera pas de payer vos impôts.

Je veux ajouter ici un mot sur un aspect néfaste des dons charitables déductibles d'impôt. À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas suffisamment d'argent pour financer la recherche comme elle le devrait, ni venir en aide aux personnes nécessiteuses comme elles le méritent. Pour pallier cette carence, des associations caritatives se sont créées. Elles sont financées par des dons dont le

montant est déductible du revenu des donateurs. En conséquence, les finances publiques reçoivent encore moins d'argent, le gouvernement est encore moins capable de financer la recherche ou d'aider les personnes en difficulté et les associations cherchent à recevoir encore plus de dons. Exemple parfait de cercle vicieux dont il faudrait se débarrasser. En cette période épidémique, il faudrait que les vaccins contre le coronavirus soient mis au point par l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et distribués au prix coûtant et non vendus à prix d'or par des laboratoires privés.

Abattements pour les investissements en actions, pour la constitution de société, tout cela disparaîtra bien entendu, y compris en France l'abattement pour les dépenses correspondant à l'acquisition de parts de copropriété de navires neufs (je me demande bien d'où il sort, celui-là !). Si des gens veulent maintenir en vie le système capitaliste pendant la transition vers le libéralisme, ils sont libres de le faire, bien entendu, mais il n'y a aucune raison pour que la communauté les y aide.

Une fois déterminé le revenu réel des contribuables, il reste à déterminer le montant qui sera prélevé sur ce revenu au titre de l'impôt.

Le montant à payer

Cas général

Le système des tranches doit être remplacé par un simple pourcentage dont la valeur, qui varie de manière continue, est fixée par une formule mathématique. L'impôt est donc une fonction directe du revenu, mais la courbe représentant cette fonction n'est pas une simple droite. Le pourcentage d'imposition varie en fonction du revenu selon une formule de type $y = a \cos(bx) + c$, dans laquelle "a" est la moitié de la hauteur de la sinusoïde...